

**COMPTE-RENDU DU
CONSEIL DE
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA BRIE BOISEE
en date du
Lundi 7 Novembre 2011 à 21 H 00**

L'an deux mille onze, le 7 Novembre à vingt et une heures,
les Délégués des cinq communes, composant la Communauté de Communes de la Brie Boisée,
légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Pontcarré,
sous la présidence de Madame Mireille MUNCH, Président en exercice.

Etaient présents :

Pour la Commune de FAVIERES,
Madame Patricia CHARBOIS, Monsieur Morad FENNAS, Madame Josette LAUTIER, Monsieur Philippe MURO.

Pour la Commune de FERRIERES EN BRIE,
Monsieur Jacques DELPORTE, Monsieur Robert DUVEAU, Madame Martine FITTE-REBETE, Madame Geneviève GENDRE, Madame Mireille MUNCH.

Pour la Commune de PONTCARRE,
Monsieur Bruno LACROIX, Monsieur Tony SALVAGGIO, Monsieur Denis THOUVENOT, Madame Catherine TOURNUT, Madame Anne Marie VUILLAUME.

Pour la Commune de VILLENEUVE LE COMTE,
Monsieur Philippe BAPTIST, Madame Sabine BREDOUX, Monsieur Daniel CHEVALIER, Monsieur Franck PAILLOUX, Monsieur Jean Pierre SIVADIER.

Pour la Commune de VILLENEUVE SAINT DENIS,
Madame Sophie AUBRADOR, Monsieur Gérard DEBOUT, Madame Brigitte HAINSSSELIN, Monsieur Jean Pierre GILLET, Madame Laurence ORTEGA-MONTANT.

Etait absent excusé : Monsieur Jean Claude MARTINEZ, Monsieur Jean Pierre GILLET.

Représentant les cinq communes sus-mentionnées qui composent la Communauté de Communes de la Brie Boisée.

Madame Mireille MUNCH ouvre la séance, procède à l'appel des Conseillers.
Elle désigne un Secrétaire de Séance : Madame Patricia CHARBOIS accepte cette désignation.

Le Compte-rendu du Conseil du 17 octobre 2011 est approuvé à l'unanimité.

Madame le Président propose d'ajouter à l'ordre du jour, les points relatifs à la définition de l'intérêt communautaire et la sélection du prestataire pour le marché de travaux de la voirie communautaire.

Avant de passer à l'ordre du jour, Madame le Président confirme, que suite au vote récent de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale, que le schéma de rationalisation des découpages intercommunaux proposé par le Préfet de Seine-et-Marne a été amendé à l'unanimité et que par conséquent la Communauté de Communes de la Brie Boisée reste dans sa composition actuelle avec 5 communes.

Madame le Président se félicite d'un tel résultat et indique que l'action de la Brie Boisée ne pourra que s'en trouver renforcée et qu'il veillera personnellement à avancer sur tous les champs de compétences qui sont ceux de la Brie Boisée.

Madame le Président présente, également, les 2 agents territoriaux de la Brie Boisée chargés, respectivement, du Point Information Jeunesse et des manifestations culturelles. Elle les remercie pour leur travail et invite les conseillers communautaires à leur poser des questions.

**COMPTE-RENDU DU
CONSEIL DE
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA BRIE BOISEE
en date du
Lundi 7 Novembre 2011 à 21 H 00**

I – Modification des statuts de la Communauté de Communes de la Brie Boisée :

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BRIE BOISEE

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification intercommunale,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et plus particulièrement l'article 164 relatif au délai pour fixer l'intérêt communautaire,

Vu la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 et plus particulièrement l'article 18 relatif au délai pour fixer l'intérêt communautaire,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat, commune de Saint-Vallier, 16 octobre 1970, n°71 536 relatif au principe d'intervention,

Vu l'arrêt commune des Aubiers, 4 mai 1984, n° 37.179 relatif au principe de divisibilité de la compétence,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat, commune de Berchères Saint-Germain, 26 octobre 2001, n°234332 relatif au délai pour fixer l'intérêt communautaire,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat, commune d'Haumont, 7 janvier 2004, n° 217251 relatif au principe de spécialité,

Vu la circulaire du 5 juillet 2001 relative à la mise en œuvre de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales »,

Vu la circulaire du 23 novembre 2005 relative à l'intercommunalité,

Vu l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales relatif aux modifications statutaires des compétences,

Vu l'article 5214-16 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences,

Vu l'article L.5214-23-1 relatif aux compétences requises permettant de bénéficier de la bonification de la dotation globale de fonctionnement,

Vu l'arrêté préfectoral 94 DFEAD-3-n°239 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne du 26 décembre 1994 portant création du district de la Brie Boisée,

Vu l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2001 n°186 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne portant transformation du district de la Brie Boisée en communauté de communes de la Brie Boisée,

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-LG n°34 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne en date du 12 mars 2007 portant modification des statuts de la communauté de communes de la Brie Boisée,

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2010 n°100 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne en date du 24 décembre 2010 portant modification des statuts de la communauté de communes de la Brie Boisée,

Oui l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

Article 1^{er}: Accepte la modification de l'article 4 et de l'article 7 des statuts de la Communauté de Communes de la Brie Boisée proposée ci-joint.

Article 2 : Demande que les communes membres de la Communauté donnent leur accord à ladite demande de modification statutaire. A défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la transmission de la présente délibération, le Conseil municipal sera réputé avoir donné un avis favorable.

Article 3 : Donne délégation au Président pour demander à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de prononcer cette modification statutaire si les conditions de majorité prévues à l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales sont remplies.

II – Définition de l'intérêt communautaire :

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BRIE BOISEE

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification intercommunale,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et plus particulièrement l'article 164 relatif au délai pour fixer l'intérêt communautaire,

Vu la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 et plus particulièrement l'article 18 relatif au délai pour fixer l'intérêt communautaire,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat, commune de Saint-Vallier, 16 octobre 1970, n°71 536 relatif au principe d'intervention,

Vu l'arrêt commune des Aubiers, 4 mai 1984, n° 37.179 relatif au principe de divisibilité de la compétence,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat, commune de Berchères Saint-Germain, 26 octobre 2001, n°234332 relatif au délai pour fixer l'intérêt communautaire,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat, commune d'Haumont, 7 janvier 2004, n° 217251 relatif au principe de spécialité,

Vu la circulaire du 5 juillet 2001 relative à la mise en œuvre de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales »,

Vu la circulaire du 23 novembre 2005 relative à l'intercommunalité,

Vu l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales relatif aux modifications statutaires des compétences,

Vu l'article L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences conférant aux seules communes la responsabilité de définir l'intérêt communautaire,

Vu l'article L.5214-23-1 relatif aux compétences requises permettant de bénéficier de la bonification de la dotation globale de fonctionnement,

Vu l'arrêté préfectoral 94 DFEAD-3-n°239 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne du 26 décembre 1994 portant création du district de la Brie Boisée,

Vu l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2001 n°186 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne portant transformation du district de la Brie Boisée en communauté de communes de la Brie Boisée,

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-LG n°34 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne en date du 12 mars 2007 portant modification des statuts de la communauté de communes de la Brie Boisée,

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2010 n°100 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne en date du 24 décembre 2010 portant modification des statuts de la communauté de communes de la Brie Boisée,

Considérant que la définition de l'intérêt communautaire, pour des compétences facultatives, relève des communes membres et de la communauté de communes dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

II – Définition de l'intérêt communautaire (Suite) :

Article Unique : Définit l'intérêt communautaire, sous réserve de l'approbation des conseils municipaux dans les conditions requises par le code général des collectivités territoriales, pour les blocs de compétences suivants ainsi :

I – Jeunesse et sports :

Ia - Intervenant sport d'intérêt communautaire - est déclaré d'intérêt communautaire : l'intervenant multisports pour l'ensemble des écoles primaires du territoire intercommunal

Ib – Manifestations sportives à destination de la jeunesse déclarées d'intérêt communautaire – sont déclarées d'intérêt communautaire : une fête intercommunale, une rencontre sportive intercommunale regroupant l'ensemble des écoles primaires du territoire, une sortie annuelle à destination de tous les jeunes du territoire intercommunal,

Ic- Manifestations des accueils de loisirs communaux déclarées d'intérêt communautaire – est déclarée d'intérêt communautaire : contribution aux frais de sorties concernant tous les accueils de loisirs du territoire intercommunal

Id – Organisation de séjours d'intérêt communautaire – sont déclarés d'intérêt communautaire : les séjours 6-17 ans à destination de tous les jeunes du territoire intercommunal

II - Actions culturelles :

Manifestations culturelles déclarées d'intérêt communautaire – sont déclarés d'intérêt communautaire :

- ✓ Le concert du nouvel an « *Comme à Vienne* »
- ✓ L'exposition de peinture de la Brie Boisée : l'exposition Brie' Arts
- ✓ Le festival de musique de la Brie Boisée
- ✓ Le week-end du rire
- ✓ Les manifestations culturelles en partenariat avec les conservatoires et les écoles de musique.

Madame le Président indique que les éléments nécessaires à la prise des deux délibérations vont être transmis dans les meilleurs délais aux communes afin que le Préfet puisse rapidement prendre l'arrêté de modification des statuts de la Brie Boisée.

Monsieur Tony SALVAGGIO demande si la Communauté de Communes souhaite prendre l'intégralité du coût des sorties concernant les 3 accueils de loisirs.

Madame le Président répond positivement et précise que c'est pour cela qu'il a été précisé que l'on parle de « contribution » et non de « participation » (partie Ic de la définition de l'intérêt communautaire).

Madame le Président précise, également que la compétence « Point Information Jeunesse » reste, statutairement, dans le champ de la compétence « Action sociale » , même si ce sera la commission jeunesse et sports qui devra traiter ce dossier.

III – Sélection du prestataire pour le marché de travaux de la voirie communautaire :

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BRIE BOISEE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-1, L. 2121-29,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu le règlement intérieur des marchés publics adaptés en vigueur,

Considérant qu'un avis public à la concurrence a été publié dans un Journal d'Annonces Légales le 14 septembre 2011 concernant un marché de travaux de la voirie communautaire,

Considérant l'avis de la Commission d'Appel d'offres réunie le 7 novembre 2011,

Considérant que l'offre de l'entreprise d' « EIFFAGE (77) » apparaît comme économiquement plus avantageuse que l'offre de l'entreprise « TERE (77) »,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**COMPTE-RENDU DU
CONSEIL DE
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA BRIE BOISEE
en date du
Lundi 7 Novembre 2011 à 21 H 00**

III – Sélection du prestataire pour le marché de travaux de la voirie communautaire (Suite):

Article Premier : Décide d'attribuer le marché d'entretien de la voirie communautaire à l'entreprise « EIFFAGE »,

Article Second : Autorise le Président à signer toutes les pièces relatives à ce marché.

Madame le Président précise que les travaux vont débiter très prochainement et précise, que pour les prochains marchés de voirie, il sera indispensable de recourir à un bureau d'études spécialisé dans les marchés publics en lien avec la thématique bien spécifique de la voirie.

IV – Questions diverses :

Personnel communautaire : Madame le Président fait état de la demande de mutation du responsable du Relais d'Assistants Maternelles. Elle souligne qu'elle a en pris note et précise que le fonctionnement du service n'en sera en rien affecté.

Culture : Monsieur Philippe MURO fait le point sur le festival de musique dont les retours sont très positifs. Il rappelle aux membres du conseil que le samedi 19 novembre 2011 à 20h30 à la salle des fêtes de Ferrières-en-Brie aura lieu une représentation théâtrale « Larguez les amarres ».

Urbanisme : Monsieur Philippe MURO indique que le P.L.U. de Favières sera arrêté cette semaine par le conseil municipal.

Finances : Monsieur Gérard DEBOUT fait le retour sur une réunion qui a eu lieu récemment avec le Trésorier Payeur et portant sur l'intégration des actifs de la voirie communautaire dans le budget de la Communauté de Communes. Il précise, également, que les services fiscaux viennent de notifier des éléments définitifs de CVAE et de DCRTP. Il souligne que cela est compliqué et qu'il conviendra de travailler avec les services intercommunaux pour avancer sur ce dossier.

SIETOM : Monsieur Gérard DEBOUT, dans P.L.P (plan local de prévention des déchets), transmet les documents aux communes concernées.

Maisons de l'environnement : Monsieur Daniel CHEVALIER informe les membres du conseil que la consultation relative à la maîtrise d'ouvrage portant sur la réalisation des maisons de l'environnement va être effectuée très prochainement. La date limite de remise des offres est programmée pour le début du mois de décembre avec une volonté de commencer de travailler sur ce dossier dès le tout début de l'année 2012.

Madame le Président rappelle que c'est un projet ambitieux porté par la Communauté de Communes de la Brie Boisée.

La séance est levée à 22H 00.

PROCHAIN CONSEIL :

- LUNDI 5 DECEMBRE 2011 à 21 H 00 en Mairie de Pontcarré.

Fait à PONTCARRE, le 8 Novembre 2011
Le Président,

Mireille MUNCH.